

Manifestation nationale
Berne, le 1^{er} octobre 2011

Discours de Dayana PARADA aux noms des travailleuses et des travailleurs sans-papiers du SIT et du Collectif genevois de soutien aux sans-papiers

Chers ami-e-s,
Cher-e-s collègue-s,
Cher-e-s camarade-s,

10 ans déjà !

10 ans que nous, travailleurs et travailleuses sans-papiers de toute la Suisse, avons décidé de sortir de l'ombre.

Pour dénoncer la situation hypocrite et cynique dont nous sommes victimes de la part des autorités de ce pays et pour réclamer une régularisation collective.

Contrairement à ce que certains pensent, disent et affichent de manière nauséabonde, nous ne sommes ni des délinquants ni des profiteurs mais nous sommes des acteurs importants de la société suisse.

Nous gardons les enfants et les malades de milliers de familles suisses nous nettoyons leurs maisons, nous construisons routes et logements, nous travaillons durement dans l'agriculture et la restauration, souvent pour des salaires de misères et sans la moindre protection sociale.

L'importance de notre travail et notre contribution à la prospérité de ce pays ne sont pourtant toujours pas reconnus par les autorités fédérales.

Elles persistent à nier notre droit fondamental de pouvoir construire des projets de vie en Suisse, dans le respect de notre personne et de nos droits, dans la dignité.

Les autorités fédérales affirment que la solution de la régularisation individuelle pour raison humanitaire, au cas par cas, est satisfaisante. Que cette solution est la seule valable !

Cette affirmation est fausse et mensongère !

Les critères exigés pour de telles régularisations sont tellement restrictifs qu'une infime partie d'entre nous peuvent en bénéficier.

Alors que nous sommes plus de 100 000 en Suisse, seules quelques dizaines de régularisations sont accordées chaque année.

Que valent ces quelques régularisations par rapport aux centaines d'expulsions prononcées à l'encontre d'hommes et de femmes qui travaillent et vivent dans ce pays avec leur famille depuis 10, 15 voire 20 ans.

La régularisation collective est en réalité la seule voie possible pour que cesse la précarité, l'hypocrisie, l'arbitraire et l'esclavagisme.

Notre lutte s'inscrit également dans un combat plus large en faveur des droits humains et contre toute forme de discrimination, de xénophobie et de racisme !

A Genève, nous nous sommes organisés depuis 2001 avec notre syndicat, le SIT, sans aucune distinction de nationalité ou de provenance afin d'unir nos forces pour revendiquer, auprès du Conseil d'Etat, une régularisation collective et une amélioration de nos conditions de travail et de vie.

Avec le soutien du Collectif genevois des sans papiers – créé en 2002 et composé d'organisations syndicales, politiques et associatives – nous luttons ensemble depuis maintenant 10 ans pour le respect de nos droits et notre dignité.

Par le biais de permanences syndicales au SIT, plus de 5000 d'entre nous sont aujourd'hui inscrits dans une démarche collective et solidaire que nous n'abandonnerons pas !

Le 1^{er} juin 2010, nous avons donné une nouvelle impulsion à notre combat.

Réuni-e-s en Assemblée générale, nous avons été 600 sans-papiers – toutes nationalités confondues, hommes, femmes, maçon, serveuse, employée domestique, jardinier – à voter une résolution exigeant du Conseil d'État genevois qu'il reprenne la question de notre régularisation collective.

Aujourd'hui, nous sommes venus en nombre de Genève pour faire entendre haut et fort notre indignation avec vous, ici à Berne, et faire savoir aux autorités de ce pays que nous n'acceptons plus notre situation !

Aujourd'hui, ensemble :

- nous exigeons des autorités fédérales d'être déclarés aux assurances sociales et d'avoir accès au système de santé et à l'éducation !
- nous exigeons des salaires décents conformes aux conventions collectives et aux contrats type de travail, au même titre que nos collègues suisses et européens !
- nous exigeons d'être reconnus dans nos droits fondamentaux dont celui de pouvoir vivre dignement dans le pays où nous vivons et travaillons !

Enfin, chers collègues, chers camarades, nous saisissons l'occasion de cette tribune pour appeler toutes les organisations syndicales de Suisse à décréter la question de notre régularisation collective comme étant une lutte prioritaire.

Nous leur demandons à toutes de nous ouvrir leurs permanences afin de nous aider à mieux organiser notre défense dans tous les cantons de ce pays !

Nous sommes sortis de l'ombre nous nous n'y retournerons pas !

Merci